



Communiqué

Publié le 22 Décembre 2020

Par International Crisis Group

Sauver les élections en République centrafricaine et éviter un nouveau cycle de violences

A quelques jours des élections prévues le 27 décembre, la République centrafricaine est en proie à de nouvelles violences. Pour que l'élection ait lieu et que le pays évite de nouveaux troubles, les chefs d'Etat voisins devront aider les rivaux politiques à trouver un accord.

A quelques jours seulement des élections, des combats ont éclaté dans l'ouest de la République centrafricaine (RCA), où une coalition de groupes armés se bat contre les forces gouvernementales et onusiennes à 100 kilomètres à peine de Bangui, la capitale. Ces violences surviennent à la suite d'un fort regain des tensions politiques, exacerbé par la décision de la Cour constitutionnelle d'empêcher l'ancien président François Bozizé d'être candidat aux élections prévues le 27 décembre. La mission de l'ONU dans le pays, déployée depuis 2014, a intensifié ses opérations militaires en appui au gouvernement et des forces internationales sont arrivées en renfort. Impossible de savoir si cette intervention suffira à enrayer la progression des groupes armés ou si elle permettra au scrutin de se dérouler sans heurts. Pour que le pays ait une chance d'organiser ces élections et d'éviter de nouvelles violences et de nouveaux troubles, les dirigeants de la région devraient inciter le président Faustin-Archange Touadéra et François Bozizé à des négociations.

Depuis des décennies, la RCA connaît des troubles d'intensités diverses et vit une crise prolongée depuis 2013. Cette année-là, une coalition rebelle composée majoritairement de musulmans, connue sous le nom de Séléka et issue du nord-est du pays, s'est révoltée contre le gouvernement de Bozizé et a brièvement occupé le pouvoir jusqu'à ce que certains pays de la région la poussent à se retirer. Les forces non musulmanes « anti-balaka » se sont soulevées pour défendre les non-musulmans contre l'attaque de la Séléka. Depuis cette crise, les anciennes factions de la Séléka et les anti-balaka se sont scindées, et de nouvelles factions armées ont vu le jour. Ces groupes armés sont responsables d'une insécurité généralisée dans le pays, car ils s'affrontent entre eux et combattent les forces du gouvernement pour conquérir territoire et influence. Un accord de paix conclu en 2019 et signé par quatorze factions armées n'a contribué que dans une faible mesure à réduire les violences, même avant le dernier épisode en date. Les groupes armés s'impatientent face à ce qu'ils considèrent comme l'incapacité du gouvernement à mettre en œuvre, depuis 2019, certaines parties de l'accord, notamment l'intégration de leurs combattants au sein d'unités spéciales mixtes de sécurité. Ils ont également exprimé leur opposition croissante au gouvernement Touadéra lui-même.

Depuis plusieurs mois déjà, les tensions

“A l’approche du scrutin, plusieurs groupes armés se sont joints à la mêlée de ce qui ressemble désormais à une tentative de suspendre les élections et de renverser Touadéra.”

politiques en RCA sont vives, mais la décision de la Cour constitutionnelle du 3 décembre statuant que Bozizé, revenu en RCA en 2019 après des années d’exil, ne pouvait pas se présenter aux élections les a encore attisées. Pour justifier sa décision, la cour a indiqué que l’ancien président, qui a pris le pouvoir à la faveur d’un coup d’Etat en 2003, faisait l’objet de sanctions des Nations unies et d’un mandat d’arrêt délivré par le gouvernement pour son rôle présumé dans des meurtres, des enlèvements, des détentions arbitraires et des faits de torture. Ces accusations, que Bozizé nie en bloc, concernent des événements qui se sont déroulés à l’époque où il était en poste et pendant la période qui a suivi sa destitution. Peu après l’annonce de la décision de la cour, il a été rapporté que Bozizé rencontrait certains de ses soutiens politiques dans sa préfecture natale d’Ouham, dans l’ouest du pays. Entretemps, il a également rencontré trois dirigeants de groupes armés, deux anti-balaka et un ex-Séléka, qui avaient participé à la coalition qui l’avait évincé du pouvoir en 2013. En réponse, le gouvernement de Touadéra a accusé Bozizé de chercher à déstabiliser le pays.

A l’approche du scrutin, plusieurs groupes armés se sont joints à la mêlée de ce qui ressemble désormais à une tentative de suspendre les élections et de renverser Touadéra. Le 15 décembre, une coalition composée de six des groupes armés les plus importants et les mieux équipés, dont des factions ex-Séléka et anti-balaka, ont publié un communiqué fustigeant des préparations électorales, à leurs yeux, plus que bâclées. Ces groupes figuraient parmi les signataires de l’accord de paix conclu en février 2019, mais manifestent aujourd’hui leur intention de mettre un terme à toute coopération avec le gouvernement. Bien que leur communiqué ne mentionne aucun soutien ouvert à Bozizé, il a été signé dans la ville de Kamba Kota, située non loin du fief politique de l’ancien président. Depuis le 18 décembre, ces groupes ont conquis

des parties des préfectures de Lobaye, Ouham, Ouham-Pendé, Nana-Grébizi, Ombella-Mpoko et Ouaka, bloquant ainsi les principales routes d’approvisionnement vers Bangui. Dans une autre déclaration, ils ont appelé à l’insurrection populaire armée et proclamé leur résolution à manifester dans la capitale.

Les acteurs internationaux sont désormais intervenus, mais il n’est pas encore possible de déterminer s’ils parviendront à repousser les assaillants et à garantir la tenue des élections. A la demande du gouvernement, la Russie et le Rwanda ont envoyé des centaines de troupes en RCA, en particulier à Mbaïki (la capitale de la préfecture de Lobaye). Les forces de l’ONU, en particulier les contingents portugais et rwandais, ainsi que l’armée nationale ont entretemps combattu les rebelles dans l’ouest et le sud du pays autour de Bossombélé (préfecture d’Ombella-Mpoko) et de Bossemptélé (préfecture d’Ouham-Pendé). Les combats pourraient se poursuivre au-delà de la date des élections, mettant ainsi le scrutin en péril. S’il n’est pas possible de procéder au vote, et qu’un nouveau président et une nouvelle assemblée nationale ne sont pas élus avant la fin des mandats le 31 mars 2021, les rivaux politiques de Touadéra s’opposeraient certainement à une prolongation de ce dernier dans ses fonctions. En l’absence d’une procédure claire sur la désignation d’un président et d’une assemblée nationale intérimaires, le pays s’exposerait alors à des luttes intestines plus accrues entre les élites.

Une victoire décisive sur les groupes armés dans les jours qui viennent étant peu probable, il convient de mener une médiation afin d’apaiser les esprits à temps pour le scrutin. Le président et ses soutiens insistent sur le fait qu’ils ne se laisseront pas intimider pour reporter les élections ou permettre à Bozizé de s’y présenter. Ils pourraient toutefois faire une proposition intéressante à l’ancien président qui, à son tour, pourrait convaincre les groupes armés

de baisser les armes. Les autorités pourraient notamment mettre un terme au harcèlement envers Bozizé et les membres de sa famille qui ont subi des intimidations physiques, perquisitions et arrestations ; lever les mandats d'arrêt délivrés à son égard et celui de ses associés ; et discuter de la possibilité pour lui et son parti de revenir dans l'arène politique à l'avenir. Si ces perspectives sont impensables pour beaucoup de citoyens centrafricains, l'autre voie, qui pourrait impliquer davantage de violence, serait encore pire.

Les chefs d'Etat régionaux, y compris celui de l'Angola, qui préside la commission de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale, et du Congo-Brazzaville, qui est de longue date le médiateur principal dans les crises en RCA et qui jouit d'une certaine influence sur l'opposition politique dans le pays, pourraient devoir intervenir. Ils devraient convaincre Touadéra d'accepter ce type de négociations et persuader Bozizé que, pour l'heure, les propositions du président et de ses soutiens sont tout ce à quoi il peut prétendre. L'Union africaine, en sa qualité de garante de

l'accord de paix de 2019, pourrait apporter un appui technique dans le cadre d'un dialogue, quel qu'en soit le format. Sans cela, Touadéra pourrait devoir faire face à une rébellion généralisée, qui pourrait rendre le pays ingouvernable pour son deuxième mandat ou même le renverser un jour. Bozizé pourrait quant à lui essayer une défaite militaire et un renvoi devant la Cour pénale internationale. En outre, ces acteurs et d'autres garants internationaux devraient convoquer une réunion entre le gouvernement et les groupes armés afin de renforcer les efforts déployés pour mettre en œuvre l'accord de paix de 2019. Il s'agit en effet d'une demande fondamentale émanant des quatorze groupes armés signataires.

Pour beaucoup à Bangui, les solutions proposées ci-dessus pourraient être difficilement acceptables, mais au vu du déploiement des Nations unies sur un territoire aussi vaste et de la faiblesse des forces armées, ces propositions pourraient être la seule manière de s'assurer que le scrutin se tienne à la date prévue et relativement sereinement, et que le pays évite un nouveau cycle de violence dangereux.